

La loi de transition énergétique a prévu l'élaboration d'une programmation pluriannuelle de l'énergie. Repoussé à plusieurs reprises, ce projet a été finalement programmé au Conseil Supérieur de l'Énergie du 21 juillet.

D'une façon générale, FO a rappelé qu'il fallait partir des besoins des citoyens et que c'était bien là l'objectif premier de toute politique énergétique.

**S'agissant du gaz**, FO a souligné que la décision d'Engie de vouloir se désengager de son activité d'exploration production était contraire aux « justifications » données lors de la privatisation de Gaz de France et était contradictoire avec la volonté affichée de faire du gaz une énergie ayant toute sa place dans la transition énergétique.

**S'agissant de l'électricité**, FO a dénoncé l'absence de données sérieuses sur le coût de certaines décisions, notamment sur l'objectif d'augmentation des énergies renouvelables. Nous avons rappelé que nous sommes partisans d'un mix énergétique qui n'opposait pas les énergies les unes aux autres.

Nous avons aussi déploré la polarisation politique des ONG sur le nucléaire, alors que cette énergie ne représente que 20 % de l'énergie consommée en France.

Nous avons à nouveau **condamné la fermeture politique de Fessenheim**, centrale efficace et sûre que rien ne justifie.

D'une façon générale, nous considérons que les besoins de l'économie, des populations et la substitution d'usages

entre énergies qui s'effectue au profit de l'électricité (véhicules électriques par exemple) justifient le maintien de tout le parc nucléaire existant.

Concernant les mesures annoncées par la ministre ROYAL sur la fermeture en 2023 de tout le parc électrique charbon, nous avons aussi exprimé fortement notre opposition à ces mesures apparues dernièrement et ne frappant qu'EDF et Uniper.

FO a rappelé que des investissements importants ont été faits, que l'électricité française était très peu carbonée, que ces centrales étaient **nécessaires à la sécurité d'approvisionnement**, enfin que la fermeture des centrales thermiques françaises se traduirait par des importations d'électricité allemandes.

Nous avons demandé au gouvernement de renoncer à taxer les centrales françaises au charbon et à inscrire un objectif de fermeture de ces centrales en 2023.

Compte tenu de ces éléments, FO a voté contre cette Programmation pluriannuelle de l'énergie qui, sur bien des points, est purement idéologique, ne répond pas aux besoins des populations et ne prend pas en compte la cohésion sociale, la dimension sociale et les emplois.